

Pour non moins d'un répondant sur trois, ni l'un ni l'autre des dirigeants n'est digne de confiance en ce qui concerne la limitation des armements. En revanche, 11 p. 100 des répondants ont jugé que Ronald Reagan est digne de confiance et que M. Gorbatchev ne l'est pas; autrement dit, seulement un Canadien sur dix semble avoir conservé l'optique traditionnelle de la guerre froide. Plus de répondants ont exprimé l'avis contraire : pour 17 p. 100 d'entre eux, M. Reagan n'est pas digne de confiance alors que M. Gorbatchev l'est. Le reste, soit 40 p. 100 environ, ont estimé que les deux hommes sont quelque peu dignes de confiance pour ce qui est de la limitation des armements. (Voir le diagramme.)

Ce désenchantement à l'égard des deux camps ressort encore plus nettement des réponses aux autres questions parallèles. Près de la majorité des enquêtés (46 p. 100) était d'avis que ni l'un ni l'autre dirigeant ne s'intéresse véritablement au désarmement. Près de six répondants sur dix (57 p. 100) se sont dits peu confiants ou pas du tout quant à la capacité des Américains et des Soviétiques de régler les problèmes du monde. Enfin, près de sept répondants sur dix (68 p. 100) croient que les États-Unis et l'URSS cherchent tous deux à accroître leurs zones d'influence respectives.

QUEL EST DONC LE MEILLEUR MOYEN de sauvegarder la paix ? Invités à se prononcer sur les meilleures mesures à prendre en ce sens, les Canadiens ont rejeté tout accroissement des arsenaux et recommandé de réduire le nombre d'armes nucléaires. Le sondage ICPSI proposait les deux énoncés suivants : « Certaines personnes pensent que la meilleure façon d'empêcher la guerre est que l'Ouest accroisse sa force militaire de sorte qu'il soit plus puissant que les Soviétiques. D'autres personnes pensent que ceci accélérerait la course aux armements et pourrait aboutir à la guerre. » Ensuite la question : « Qu'en pensez-vous ? Est-ce que l'Ouest devrait essayer d'accroître sa force militaire, ou non ? » Dans une proportion de plus de trois contre un (71 p. 100 contre 29 p. 100), les Canadiens ont répondu que l'Ouest ne devrait pas augmenter sa puissance militaire.

Cette assertion représente une inflexion sensible des attitudes comparativement au début des années 1960. Car la même question avait été posée dans un sondage national

effectué en 1962 par l'Institut canadien de recherche sur la paix. À l'époque, près de six Canadiens sur dix (58 p. 100) étaient convaincus que la meilleure façon de prévenir la guerre était d'accroître la puissance militaire du camp occidental et de viser à la supériorité. Seulement un répondant sur trois (32 p. 100) pensait que l'Occident ne devait pas renforcer ses capacités militaires. Vingt-cinq ans plus tard, les proportions sont inversées.

Les répondants du sondage ICPSI se sont vu demander s'ils étaient d'accord ou non avec l'énoncé suivant : « La sécurité des pays de l'Ouest serait accrue de façon optimale par des réductions substantielles des arsenaux nucléaires Américains et Soviétiques. » Plus de 80 p. 100 des répondants se sont dits d'accord ou tout à fait d'accord.

IL EST IMPORTANT DE PRÉCISER quelles sont les conclusions à ne pas tirer des résultats de ce sondage sur l'attitude des Canadiens. Ces résultats ne suggèrent pas un anti-américanisme généralisé. Ce n'est pas aux États-Unis que les Canadiens s'en prennent, pas plus qu'aux Américains. Ils dénoncent plutôt certaines politiques américaines. Ces constatations ne donnent pas non plus à penser que les Canadiens acceptent au pair les valeurs du système socio-politique soviétique. Par contre, tout semble indiquer l'apparition d'une tendance nouvelle à se montrer méfiant et critique à l'endroit des deux superpuissances.

D'aucuns seraient également tentés de croire, à tort, que la mauvaise opinion des Canadiens sur les politiques américaines a été entièrement façonnée par l'ère reaganienne.

L'intensification de l'effort militaire des États-Unis durant les années 1980 et les durs propos tenus par divers porte-parole américains ont certes influé sur l'attitude du public au Canada et dans d'autres pays alliés. Mais les racines du mécontentement sont plus profondes.

Le nouveau pessimisme semble être le contre-coup des espoirs trompés qu'avait fait naître la période de détente et, surtout, du fait qu'on reconnaît maintenant partout le caractère illusoire de l'optimisme engendré dans les années 1970 par les accords américano-soviétiques sur la limitation des armements. On semble avoir compris que les deux premiers traités sur les armes stratégiques (SALT I et II) n'ont fait que ralentir le rythme de croissance des arsenaux nucléaires. Au Canada comme dans d'autres pays occidentaux, le public déplore les conséquences de cette réalité, à savoir l'existence d'énormes stocks d'engins nucléaires (que le sommet du mois dernier n'aura pas encore permis de réduire) et la course technologique qui se poursuit sans relâche. Et l'argument voulant que les armes détenues par notre camp sont essentielles au maintien de notre sécurité n'est tout simplement plus recevable.

LE FAIT QU'ON AIT COMMENCÉ À réduire ces arsenaux pourrait bien modifier certaines perceptions. Toutefois, il serait inconsidéré de s'attendre à un changement radical de l'actuelle tendance à percevoir les politiques des deux superpuissances sous le même jour. Plutôt, le sommet de décembre à Washington mènera probablement les Canadiens à considérer de manière plus favorable les orientations des deux superpuissances en matière de politique étrangère et de limitation des armements.

Il est peu probable que le gros du public dans les pays occidentaux voient dans l'accord sur les FNI une réalisation américaine. Par voie de conséquence, l'accord ne permettra sans doute pas à Washington de marquer des points dans l'esprit du public. Il y a peu de chances aussi pour que les Canadiens et d'autres jugent l'accord suffisant pour atténuer les problèmes qui les préoccupent - une pléthore d'arsenaux militaires et l'absence de compromis politiques.

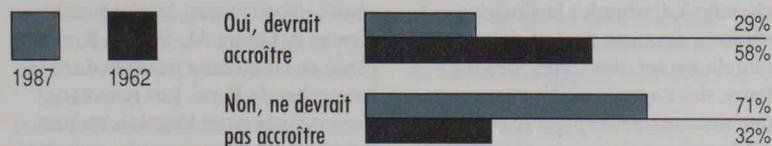
Ces attitudes, caractéristiques de l'après-guerre froide et de l'après-détente, semblent destinées à jouer en permanence un rôle clé dans le débat politique au Canada et au sein de l'Alliance occidentale. □

Résultats du sondage

Le sondage, qui constitue l'examen le plus approfondi de l'opinion publique sur ces sujets jamais effectué au Canada, a été conçu par l'auteur et financé par l'ICPSI. Il a été conduit de juin à septembre 1987 par le *Longwoods Research Group* auprès d'un échantillon national sélectionné au hasard de manière à donner des résultats représentatifs et choisi parmi une liste de 30 000 foyers détenue par la *Market Facts Ltd.* Les questionnaires ont été distribués par la poste à 1 015 répondants en tout. Le taux de réponses a été de 48 p. 100. La marge d'erreur pour un échantillon de cette taille est d'environ ± 4 p. 100, 95 fois sur 100.

Le lecteur trouvera les données du sondage et une analyse plus détaillée fondée sur l'ensemble de ce dernier dans un Document de travail distribué par l'Institut et rédigé par M. Don Munton. Les données citées dans le présent article, tout comme le Document de travail, appartiennent à l'ICPSI; les opinions et interprétations sont cependant celles du professeur Munton.

Certaines personnes pensent que la meilleure façon d'empêcher la guerre est que l'Ouest accroisse sa force militaire de sorte qu'il soit plus puissant que les Soviétiques. D'autres personnes pensent que ceci accélérerait la course aux armements et pourrait aboutir à la guerre. Qu'en pensez-vous ? Est-ce que l'Ouest devrait essayer d'accroître sa force militaire, ou non ?



Comment qualifieriez-vous le niveau de confiance que vous avez en l'aptitude - des États-Unis/de l'Union soviétique - à s'occuper sagement des problèmes mondiaux actuels ?

